

Le choc de 2002 en Bretagne : enjeux électoraux et réactions

21 avril 2002 : au soir du premier tour des élections présidentielles, et à la surprise générale, le candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen (Front national, FN) arrive en deuxième position derrière le président de la République sortant Jacques Chirac (Rassemblement pour la République, RPR) en éliminant le premier ministre socialiste (Ps) Lionel Jospin, le leader de la gauche plurielle qui gouverne le pays depuis 1997. C'est dans les urnes que se soldent cinq années de cohabitation (1997-2002), la troisième depuis 1986. Le choc dans le pays et à l'étranger est considérable provoquant même dans une grande partie de l'opinion publique et dans la jeunesse un véritable traumatisme. Avant le second tour le 5 mai 2002, de grandes manifestations de rue secouent le pays. En raison de l'instauration du quinquennat et à la suite de la formation d'un nouveau gouvernement, des élections législatives se tiennent les 9 et 16 juin 2002. Une nouvelle séquence politique commence¹. Quels ont été les résultats électoraux et les réactions au 21 avril en Bretagne ? Quels sont les rapports de force politiques dans la région, avant et après ces élections ? Retour sur un moment clé de l'histoire politique française du début du XXI^e siècle.

Cinq années de cohabitation

Dans le mitterrandisme finissant, la gauche connaît un désastre électoral lors des élections législatives de mars 1993 : le Ps ne conserve que 5 députés en Bretagne contre 31 pour les droites². Ayant éliminé au premier tour son rival du RPR, le Premier ministre sortant Édouard Balladur, Jacques Chirac accède à la présidence de la République le 7 mai 1995 en battant Lionel Jospin. Une très forte majorité de droite gouverne le pays. Mais l'homme qui avait fait campagne sur « la fracture sociale » est rattrapé par la réalité économique et les contraintes européennes. À l'automne

1. Pour une vue d'ensemble, BOUGEARD, Christian, *L'évolution des forces politiques en Bretagne. Comment la région est passée de la droite à la gauche (1946-2004)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.

2. 12 centristes CDS-UDF, 14 RPR, 4 PR-UDF, 1 div. droite, voir le tableau 2.

1995, les Français, cheminots en tête qui paralysent le pays, manifestent à six reprises contre les réformes du système des retraites, du régime de la Sécurité sociale et le contrat de plan de la SNCF engagées par le gouvernement Juppé. C'est le plus vaste mouvement social en France depuis mai-juin 1968 : le 5 décembre, 2 millions de personnes battent le pavé dans 250 défilés. Le 10, Alain Juppé retire la réforme des retraites mais maintient celle de la Sécurité sociale. Pour tenter de reprendre la main, le président Chirac dissout l'Assemblée nationale le 21 avril 1997.

Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997 sont un succès inespéré pour la gauche plurielle (Ps, Parti communiste français [PCF], Verts, radicaux et chevènementistes du Mouvement des citoyens [MDC]), notamment en raison du nombre élevé de triangulaires imposées par le FN qui fait battre bon nombre de députés de droite. En Bretagne, le Ps passe ainsi de 5 à 20 députés sur 36. Des battus de 1993 (Edmond Hervé, Jean-Yves Le Drian, Claude Évin, Didier Chouat) retrouvent leur siège (voir le tableau 2). Mais une relève s'amorce au Ps : 15 nouveaux élus, dont 4 retours et 4 femmes. S'y ajoute l'élection du sénateur communiste Félix Leyzour à Guingamp. À droite aussi des grands notables se retirent : Raymond Marcellin, député de Vannes depuis 1946, transmet le flambeau à François Goulard ; mais à Guérande-La Baule, le dauphin d'Olivier Guichard est battu par René Leroux (Ps). La droite ne conserve que 15 députés en Bretagne dont 9 Union pour la démocratie française (UDF), 6 centristes (Centre des démocrates sociaux [Cds]-Force démocrate [FD], trois PR), 5 RPR et un divers droite. 4 centristes sont battus par des socialistes. Parfois, les victoires de la gauche socialiste n'ont été acquises que de quelques voix (Jacqueline Lazard à Douarnenez, François Cuillandre à Brest-rural).

Les socialistes bretons sont bien représentés dans le gouvernement Jospin de la gauche plurielle avec Louis Le Pensec à l'Agriculture, Charles Josselin à la Coopération, Marylise Lebranchu, une proche de Martine Aubry, aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et au Commerce, puis à la Justice (en 2000), Jacques Floch aux Anciens combattants (en 2001). Pendant cinq ans la cohabitation entre les deux têtes de l'exécutif, le Président et son Premier ministre, est tendue. La gauche poursuit son enracinement dans les conseils généraux : après celui des Côtes-du-Nord gagné par Charles Josselin en 1976, le Finistère, à droite depuis 1945, bascule en 1998 ; il est présidé par Pierre Maille, le maire Ps de Brest. Lors de ces élections cantonales, le Ps a progressé partout ayant l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique en ligne de mire. Même progression lors des élections régionales de mars 1998 au point de menacer en région Bretagne la majorité de droite en place depuis 1974. Pourtant, les deux leaders historiques du RPR Yvon Bourges et Olivier Guichard (Pays de la Loire) ont été poussés vers la sortie. Les élections sénatoriales de septembre 1998 sont un succès pour « la gauche unie » dans les Côtes-d'Armor (2 socialistes et un communiste) et surtout dans le Finistère (3 socialistes dont Louis Le Pensec qui abandonne son ministère) ne laissant qu'un seul siège à la liste RPR-UDF affaiblie par

la liste dissidente du centriste Jean-Yves Cozan. En Ille-et-Vilaine, bien qu'il y ait deux listes concurrentes, la droite officielle conduite par Yves Fréville conserve les 4 sièges.

Dans un premier temps, servi par une bonne conjoncture économique (croissance élevée après des années de crise, réduction du chômage, excédents budgétaires) le gouvernement de la gauche plurielle réalise de grandes réformes sociales (lois Aubry sur les 35 heures, sans perte de salaire, en mai 1998 et février 2000), politiques (révision constitutionnelle permettant la parité hommes-femmes aux élections et référendum sur le quinquennat en septembre et novembre 2000, autonomie de la Corse) et sociétales (réforme en 1997 du Code de la nationalité durci par la droite, adoption du Pacte civil de solidarité (PACS) en octobre 1999, le contrat d'union de couples homosexuels). Mais cela n'empêche nullement des mobilisations sociales (contre la réforme de la Politique agricole commune (PAC), dans l'Éducation nationale dont le ministre Claude Allègre est remplacé par Jack Lang) tandis que le naufrage du pétrolier *Érika* souille les côtes sud de la Bretagne en décembre 1999. La réaction tardive de la ministre de l'Écologie Dominique Voynet (Les Verts) face à cette nouvelle marée noire interroge.

À partir de 2001, la situation économique se dégrade et la mise en œuvre des 35 heures s'avère difficile dans les entreprises et à l'hôpital. Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001 sont un premier signal d'alarme pour la majorité. La conquête de Paris et de Lyon masque le net recul des gauches : la droite gagne 16 villes de plus de 30 000 habitants, inversant les résultats de 1995. La majorité est plutôt stable en Bretagne mais elle perd néanmoins plusieurs villes, souvent en raison des désaccords entre le Ps et ses alliés : Quimper, Châteaubriant, Paimpol, Gourin, Pont-l'Abbé. Le cas le plus spectaculaire est celui de Saint-Brieuc, « laboratoire » de l'union de la gauche, détenue depuis 39 ans (maire Parti socialiste unifié [PSU] puis Ps). Bruno Joncour (UDF) bat Michel Brémont (Ps) avec 51,7 % des voix. Mais globalement le socialisme municipal poursuit son enracinement dans la région.

Le choc du 21 avril 2002

Les élections présidentielles de 2002 sont marquées par un nombre de candidatures sans précédent : 16 alors qu'il y en avait eu 9 en 1995 (voir le tableau 1). La majorité plurielle s'éparpille avec pas moins de 5 candidats en lice contre le Premier ministre Lionel Jospin auxquels s'ajoutent, à l'extrême gauche, 3 trotskystes³. La situation n'est pas meilleure à droite où Jacques Chirac doit affronter 4 candidats dont le centriste François Bayrou (UDF maintenue), qui avait soutenu Édouard Balladur en 1995, le député de Redon Alain Madelin (Démocratie libérale [DL], ex-UDF, issue du Parti

3. Ne figurent pas dans le tableau Christine Taubira (2,32 %) au premier tour et le troisième trotskyste Daniel Gluckstein (0,47 %).

républicain) et 2 autres candidates⁴, sans oublier le représentant des chasseurs et de la ruralité Jean Saint-Josse (Chasse, pêche, nature et traditions [CPNT]) qui obtient, quand même, 4,25 % des voix au premier tour, plus que le candidat communiste Robert Hue (3,3 %). De même, depuis l'exclusion-scission de Bruno Mégret en décembre 1998, l'extrême droite présente 2 candidats : Jean-Marie Le Pen, le chef du FN et son ancien numéro deux qui a créé le Mouvement national républicain (MNR) et a été rejoint par une grande partie des cadres du FN. Affaiblié, l'extrême droite ne paraît plus présenter un danger.

En confiance et fort de son bilan qu'il juge très honorable, le Premier ministre, qui fait campagne en mettant son drapeau socialiste dans sa poche, pense être au second tour et battre le Président. Beaucoup d'électeurs de gauche le pensent aussi et une partie non négligeable veut se faire plaisir ou adresser un avertissement au leader du Ps en votant pour un autre candidat. En outre, le 21 avril tombe pendant les vacances scolaires et beaucoup de jeunes électeurs ont dédaigné de s'inscrire sur les listes électorales, ce qui explique un niveau d'abstention très élevé au premier tour (un peu moins fort en Bretagne), plus du quart des inscrits alors qu'il avait été de 21,3 % en 1995. La forte participation du second tour bénéficiera à Jacques Chirac.

Présidentielles Nombre de candidats Suffrages exprimés	1995 9 Bretagne		2002 Bretagne		2002 16 France	
Abstentions en %	1 ^{er} tour	2 ^e tour	1 ^{er} tour 25,1	2 ^e tour 17,2	1 ^{er} tour 27,4	2 ^e tour 19,8
Lionel Jospin (Ps)	25,6	49,6	18,1		16,18	
Jacques Chirac (RPR)	20,1	50,4	21	88,5	19,88	82,15
Édouard Balladur (RPR, UDF)	21,6		--		--	
François Bayrou (UDF)	--		7,25		6,84	
Robert Hue (PCF)	7,8		3		3,37	
Jean-Pierre Chevènement (Mdc)	--		4,6		5,33	
Dominique Voynet (Verts)	4,1		--		--	
Noël Mamère (Verts)	--		6,6		5,25	
Arlette Laguiller (Lo)	5,9		6,4		5,72	
Olivier Besancenot (LCR)	--		5,5		4,25	
Alain Madelin (DL)	--		4,4		3,91	
Jean-Marie Le Pen (FN)	10,1		11,9	11,5	16,86	17,85
Bruno Mégret (MNR)	--		1,2		2,34	

Tableau 1 – Les résultats des principaux candidats aux élections présidentielles en 1995 et 2002 en Bretagne et en France (sources *Le Monde*)

Au soir du premier tour, avec moins de 20 % des voix, le Président sortant n'atteint pas son score de 1995 et il ne fait guère mieux en Bretagne (21 %), ce qui indique que le gaullisme présidentiel longtemps dominant dans la région n'existe plus.

4. Corinne Lepage (1,88 %) et Christine Boutin (1,2 %).

Le constat est identique pour François Bayrou, le leader centriste de Fd, formation issue de la tradition démocrate-chrétienne (Mouvement républicain populaire [MRP]) qui, alliée au centrisme laïc (pléveniste et radical), avait créé le Cds en 1976. Ce courant, fort en Bretagne, où il constituait une des composantes importantes de la droite semble en perte de vitesse, une partie de son électorat ayant été captée par le Ps. Les résultats de François Bayrou, en France comme en Bretagne, sont très décevants, loin de ceux d'Édouard Balladur en 1995. En 1997-1998, il se veut le mainteneur de l'UDF depuis que le Parti républicain (Pr) a quitté l'UDF en 1998 pour créer Démocratie libérale (DL). La droite libérale a aussi tenté sa chance en 2002 en présentant son chef, le député de Redon Alain Madelin (DL), mais en Bretagne il n'obtient guère plus que sa moyenne nationale, même à Vannes (5,1 %) où il est soutenu par le député-maire François Goulard ou dans sa ville de Redon (9,1 %) dont il a été maire jusqu'en 2001.

Le signe d'un désaveu électoral certain de Lionel Jospin et des tensions au sein de la gauche plurielle transparaît dans les scores des « petits » candidats. Certes, en Bretagne il dépasse sa moyenne nationale de près de 2 points mais il perd 7,5 % sur 1995, voix dispersées sur les nombreux autres candidats de gauche. Ainsi, pour les Verts, Noël Mamère améliore le score de Dominique Voynet de 2,5 % alors que Jean-Pierre Chevènement, qui a de moins bons résultats qu'au plan national, approche les 5 %. Mais la double surprise vient de l'effondrement du PCF et de la percée de l'extrême gauche trotskyste dont les deux principaux candidats frôlent les 12 % dans la région. Le leader du PCF, Robert Hue, perd plus de la moitié de ses suffrages de 1995 tombant même à 4,83 % dans l'ancien fief communiste des Côtes-d'Armor. Ses voix ont été divisées par deux dans le Finistère et par trois en Ille-et-Vilaine. Arlette Laguiller (Lutte ouvrière, Lo) et Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire, LCR) obtiennent 6,4 et 5,5 %, 2 points de plus que leur moyenne nationale.

En revanche, les deux candidats de l'extrême droite (13,1 %) font moins recette en Bretagne qu'au niveau national (19,2 %), soit 6,1 % de moins. Jean-Marie Le Pen, pourtant originaire du Morbihan, n'a progressé que de 1,8 % depuis 1995. La tradition bretonne de modération politique joue de nouveau.

La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour provoque un traumatisme sans précédent. Le 22 avril, *Le Télégramme* titre « Un séisme nommé Le Pen » tandis que *Ouest-France* annonce : « La France sous le choc ». Dans son éditorial, le directeur François-Régis Hutin appelle « à faire barrage et construire » prônant « une mobilisation républicaine pour un sursaut ». Le soir même et les jours suivants, une partie de la jeunesse, qui souvent n'a pas voté, et de nombreux citoyens descendent dans la rue dénoncer le danger de l'extrême droite. Ils sont des dizaines de milliers le 22 avril avec un premier point d'orgue le jeudi 25 lors de ce que *Ouest-France* nomme : « La déferlante civique des jeunes ». Cette « déferlante » est très forte dans l'Ouest de France « à la pointe de la contestation » où 100 000 personnes ont manifesté sur 330 000 dans le pays : 15 000 à Nantes, 10 000 à Brest et autant dans

les Côtes-d'Armor, 7 000 à Quimper, 6 000 à Vannes et à Lorient, 5 000 à Rennes et à Saint-Nazaire, des chiffres comparables aux grandes manifestations de mai-juin 1968. De nombreuses petites villes sont concernées. *Le Monde* du 30 avril titre lui aussi sur « La révolte civique des jeunes » et le numéro spécial de *L'Humanité* du 1^{er} mai titrant sur la devise républicaine met en avant le combat « pour la justice sociale, contre la haine fasciste ». Dans des tracts distribués dans les rassemblements, les partis de gauche et les syndicats appellent à voter au second tour pour le président sortant le 5 mai. La droite républicaine se fait plutôt remarquer par sa discrétion. Partout en France, de grands défilés sont organisés le 1^{er} mai 2002, plus de 400. « Une marée contre l'extrême droite. 400 000 manifestants à Paris, 900 000 en province » selon les chiffres de la police publiés dans une carte de *Ouest-France* le 2 mai⁵. Ils sont 40 000 à Nantes, 30 000 à Rennes, 13 000 à Saint-Nazaire, 11 000 à Brest, 10 000 à Saint-Brieuc, 9 000 à Lorient, 6 000 à Vannes et 5 000 à Quimper. Ayant déplacé 394 000 personnes selon cette carte, les huit principales villes bretonnes constitueraient bien le premier pôle régional de rejet du lepénisme en France (43,7 % des manifestants hors de Paris), dans le plus grand calme. Mais ces chiffres ne prennent pas en compte les petites villes⁶.

Sans surprise, Jacques Chirac est réélu le 5 mai 2002 avec 82,15 % des suffrages exprimés (62 % des inscrits) contre 17,85 % à Jean-Marie Le Pen. Le score du président sortant est très supérieur en Bretagne puisqu'il atteint 88,5 %. L'abstention a fortement baissé en France (moins de 20 %) comme dans la région où les votes blancs et nuls oscillent entre 5 et 6 % selon les départements. Alors qu'il espérait capter les voix de Bruno Mégret (MNR) et au-delà, le chef de l'extrême droite connaît même un léger recul en pourcentages des suffrages exprimés dans quatre départements bretons, de moins 0,24 % dans le Finistère à moins 1 % dans le Morbihan, stagnant dans les Côtes-d'Armor (plus 0,02 %)⁷.

Le lendemain, le Président charge l'ancien giscardien Jean-Pierre Raffarin (DL) de former un nouveau gouvernement qui doit gagner les élections législatives. Annoncé le 8 mai, ce gouvernement de 27 membres dont 6 femmes et dominé par les chiraquiens ne compte aucun représentant breton. Entre les deux tours des élections présidentielles, la situation partisane a bougé à droite, une droite en crise et en voie de fragmentation depuis 1997. Le 23 avril, Jacques Chirac lance l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) qui doit fondre dans la même formation les forces du RPR gaulliste et de l'UDF anciennement giscardienne, les droites et le centre sous

5. *Le Monde* du 3 mai donne 0,5 million à Paris et 1 million en régions, dont 9 000 à Quimper (et pas 5 000) et 5 000 à Lannion.

6. Le quotidien rennais donne 35 000 manifestants à Rennes, chiffre aussi du *Monde*, plus qu'à Lille ou à Marseille. En Ille-et-Vilaine s'y ajoutent 3 000 personnes à Saint-Malo, 2 000 à Fougères, 1 500 à Redon. Les rassemblements inférieurs à 5 000 ne figurent pas sur les cartes publiées dans la presse.

7. CHOMBEAU, Christiane, *Le Monde*, 10 mai 2002.

la houlette d'Alain Juppé. Seul le centriste François Bayrou (Fd-UDF) refuse cette fusion-absorption. Pourtant en Bretagne, son leader Pierre Méhaignerie rejoint l'UMP suivi de la totalité des députés centristes sortants Fd et ex-Cds (voir le tableau 2).

Les élections législatives des 9 et 16 juin 2002 en Bretagne : succès de l'UMP mais assez bonne résistance du Ps

Après son cuisant échec aux élections présidentielles, la gauche divisée tente d'empêcher, aux élections législatives de juin 2002, la répétition de 1993 tandis que les droites regroupées au sein de l'UMP sont en position de force pour capter le vote utile à droite au détriment d'un FN sans réelle implantation militante en Bretagne. Les candidats se bousculent au portillon : 8 424 postulants dans l'Hexagone dont 38,5 % de femmes, un tiers de plus qu'en 1997.

Au niveau national, on note une abstention record de 35,2 % des inscrits au premier tour et de 39 % au second (33,7 % en Bretagne), surtout celle des jeunes. Au lendemain du premier tour, *Ouest-France* titre : « Nette victoire du parti du Président » et *Le Télégramme* : « Forte poussée à droite ». De fait, l'UMP remporte nettement ces élections totalisant 369 députés auxquels s'ajoutent une trentaine de centristes (22 Fd-UDF bayrouistes) et divers droite⁸. La gauche ne conserve que 178 députés dont 141 socialistes⁹. La poussée à droite est marquée par la réélection dès le premier tour de 56 députés de ce camp pour 2 socialistes seulement dont Jean-Marc Ayrault, le maire de Nantes, président du groupe Ps à l'Assemblée nationale. Le recul du vote FN a été marqué par la chute du nombre de triangulaires : 10 contre 76 en 1997. Le 16 juin 2002 l'UMP obtient 22 sièges en Bretagne contre 14 au Ps qui en perd six (voir le tableau 2). Le Ps en conserve 4 sur 5 dans les Côtes-d'Armor, 4 sur 10 en Loire-Atlantique, 3 sur 8 dans le Finistère. C'est la situation inversée de 1997. Fait notable : on est passé de 5 à 9 femmes députées dont 5 sur les 8 élus du Finistère. On est encore loin de la parité souhaitée par Lionel Jospin.

Dans leur fief électoral, les notables bien enracinés, souvent maires de leur ville, ont été réélus dès le premier tour : les deux centristes Pierre Méhaignerie à Vitré, député depuis 1973, et René Couanau à Saint-Malo, élu en 1988, ainsi que Michel Hunault dans le fief familial de Châteaubriant et Serge Poignant à Vertou, deux RPR. Dans le Léon, à Landerneau-Landivisiau, Jacques Le Guen succède au RPR Charles Miossec.

8. *Le Monde*, 11 et 18 juin 2002, éditions départementales de *Ouest-France* et du *Télégramme*, 10 et 17 juin 2002.

9. On recense 21 députés communistes, 7 radicaux du Parti radical de gauche (PRG), 6 divers gauche, 3 Verts dont le Rennais Yves Cochet à Paris. Les anciens ministres Martine Aubry, Jean-Pierre Chevènement, Dominique Voynet sont battus.

L’ancrage à gauche des Côtes-d’Armor se confirme à l’issue des 5 duels Ps-UMP. Les socialistes en gagnent 4 avec la réélection de Danièle Bousquet à Saint-Brieuc et celle d’Alain Gouriou à Lannion. Suppléant de Charles Josselin ayant siégé pendant toute la législature, Jean Gaubert est élu sur son nom à Dinan. La circonscription de Guingamp (12 candidats) change de titulaire : Marie-René Ogée qui avait eu du mal à imposer sa candidature au sein du Ps est arrivée en tête à gauche au premier tour devant le communiste Gérard Lahellec, elle l’emporte au second contre l’UMP Jean-Pierre Le Goux. Le Pcf perd son seul député en Bretagne. En revanche, à Loudéac-Lamballe, le sortant socialiste Didier Chouat est battu par Marc Le Fur (RPR-UMP) qui reprend le siège qu’il avait occupé de 1993 à 1997.

Les candidatures uniques à droite, sous la bannière de l’UMP, ne sont pas acceptées partout comme le montre l’exemple du Finistère. Les droites y sont divisées, ce qui permet au Ps de mieux résister que prévu. Ainsi à Châteaulin-Carhaix, l’ancien député centriste (1986-1997) Jean-Yves Cozan est éliminé au premier tour par l’UMP Christian Ménard, élu au second contre le sortant et ancien ministre (Ps) Kofi Yamgnane. À Brest-Ville, deux candidats se sont affrontés à droite au 1^{er} tour, l’ancien maire RPR Jacques Berthelot et une UMP, ce qui facilite l’élection de Patricia Adam (Ps) avec 52,7 % des voix. À Brest-rural tenu depuis 1997 par le nouveau maire Ps de Brest François Cuillandre, pas moins de trois candidats de droite sont en lice (deux UMP, un ex-RPR). Mais cette division n’empêche pas l’élection de Marguerite Lamour (UMP, ex-UDF). Dans les terres de gauche, la continuité l’emporte. Gilbert Le Bris (Ps), maire de Concarneau et suppléant de Louis Le Pensec est élu tandis que Marylise Lebranchu, ministre sortante est réélue à Morlaix. À Quimper aussi deux UMP, Marcelle Ramonet (ex-Démocratie libérale) et un RPR sont en compétition. Marcelle Ramonet s’impose puis bat le candidat des Verts Daniel Le Bigot, arrivé en tête au premier tour et bien soutenu par l’électorat de gauche. La situation est identique à Douarnenez où l’UMP Hélène Tanguy élimine un centriste UDF et bat la sortante socialiste Jacqueline Lazard.

Circonscriptions	1993	1997	2002
Côtes-du-Nord			
1 ^{re} . Saint-Brieuc	Christian Daniel (RPR)	Danièle Bousquet (Ps)	Danièle Bousquet (Ps)
2 ^e . Dinan	Charles Josselin (Ps)	Charles Josselin (Ps)	Jean Gaubert (Ps)
3 ^e . Loudéac	Marc Le Fur (RPR)	Didier Chouat (Ps)	Marc Le Fur (UMP)
4 ^e . Guingamp	Daniel Pennec (RPR)	Félix Leyzour (Pcf)	Marie-Renée Oget (Ps)
5 ^e . Lannion	Yves Bonnot (Cds)	Alain Gouriou (Ps)	Alain Gouriou (Ps)
Finistère			
1 ^{re} . Quimper	André Angot (RPR)	André Angot (RPR)	Marcelle Ramonet (UMP)
2 ^e . Brest-ville	Bertrand Cousin (RPR)	J.-Noël Kerdraon (Ps)	Patricia Adam (Ps)
3 ^e . Brest-rural	J.-Louis Goasduff (RPR)	François Cuillandre (Ps)	Marguerite Lamour (UMP)
4 ^e . Morlaix	Arnaud Cazin (Cds)	Marylise Lebranchu (Ps)	Marylise Lebranchu (Ps)
5 ^e . Landivisiau	Charles Miossec (RPR)	Charles Miossec (RPR)	Jacques Le Guen (UMP)
6 ^e . Châteaulin	Jean-Yves Cozan (Cds)	Kofi Yamgnane (Ps)	Christian Ménard (UMP)
7 ^e . Douarnenez	Ambroise Guellec (Cds)	Jacqueline Lazard (Ps)	Hélène Tanguy (UMP)
8 ^e . Quimperlé	Louis Le Pensec (Ps)	Louis Le Pensec (Ps)	Gilbert Le Bris (Ps)

Ille-et-Vilaine 1 ^{re} . Rennes-Sud 2 ^e . Rennes-Nord 3 ^e . Montfort 4 ^e . Redon 5 ^e . Vitré 6 ^e . Fougères 7 ^e . Saint-Malo	J.-M. Boucheron (Ps) Yvon Jacob (RPR) Yves Fréville (Cds) Alain Madelin (Pr) Pierre Méhaignerie (Cds) M.-Th. Boisseau (Cds) René Couanau (Cds)	Jean-M. Boucheron (Ps) Edmond Hervé (Ps) Marcel Rogemont (Ps) Alain Madelin (Pr) Pierre Méhaignerie (Fd) Marie-Th. Boisseau (Fd) René Couanau (Fd)	Jean-M. Boucheron (Ps) Philippe Tourtelier (Ps) Philippe Rouault (UMP) Alain Madelin (UMP) Pierre Méhaignerie (UMP) Marie-T. Boisseau (UMP) René Couanau (UMP)
Loire-Atlantique 1 ^{re} . Nantes-Orvault 2 ^e . Nantes-Sud 3 ^e . Saint-Herblain 4 ^e . Nantes-Rezé 5 ^e . Ancenis 6 ^e . Châteaubriant 7 ^e . Guérande 8 ^e . Saint-Nazaire 9 ^e . Pornic 10 ^e . Vertou	Monique Papon (Cds) Élisabeth Hubert (RPR) Jean-Marc Ayrault (Ps) Jacques Floch (Ps) Édouard Landrain (Cds) Michel Hunault (RPR) Olivier Guichard (RPR) Etienne Garnier (RPR) Pierre Hériaud (Cds) Serge Poignant (RPR)	Dominique Rimbert (Ps) Marie-Fr. Clergeau (Ps) Jean-Marc Ayrault (Ps) Jacques Floch (Ps) Édouard Landrain (Cds) Michel Hunault (RPR) René Leroux (Ps) Claude Évin (Ps) Pierre Hériaud (Cds) Serge Poignant (RPR)	Jean-P. Le Ridant (UMP) Marie-Fr. Clergeau (Ps) Jean-Marc Ayrault (Ps) Jacques Floch (Ps) Édouard Landrain (UMP) Michel Hunault (UMP) Christophe Priou (UMP) Claude Évin (Ps) Pierre Hériaud (UMP) Serge Poignant (UMP)
Morbihan 1 ^{re} . Vannes 2 ^e . Auray 3 ^e . Pontivy 4 ^e . Ploërmel 5 ^e . Lorient 6 ^e . Hennebont	Raymond Marcellin (Pr) Aimé Kerguéris (Pr) J.-Cl. Cavaillé (RPR) Loïc Bouvard (Cds) M. Godard (Pr) Jacques Le Nay (div. d)	François Goulard (Pr) Aimé Kerguéris (Pr) Jean-Cl. Cavaillé (RPR) Loïc Bouvard (Fd) Jean-Yves Le Drian (Ps) Jacques Le Nay (div. d.)	François Goulard (UMP) Aimé Kerguéris (UMP) Gérard Lorgeoux (UMP) Loïc Bouvard (UMP) Jean-Yves Le Drian (Ps) Jacques Le Nay (UMP)

Tableau 2 – Les députés de Bretagne de 1993 à 2002 (sources *Le Monde*)

En Ille-et-Vilaine, le député socialiste Jean-Michel Boucheron est indéracinable à Rennes-Sud depuis 1981 tandis qu'à Rennes-Nord le maire de Rennes Edmond Hervé (Ps) transmet le flambeau à Philippe Tourtelier. Mais le sortant Marcel Rogemont (Ps) est battu par le maire de Pacé Philippe Rouault (UMP-UDF). Marie-Thérèse Boisseau est réélue à Fougères (UMP-UDF) de même qu'Alain Madelin (UMP-DL) qui a été accroché au premier tour par un UDF dissident à Redon.

Dans le Morbihan dominé par les droites (5 députés sur 6) la stabilité l'emporte, le centriste Loïc Bouvard rejoignant l'UMP. Dans ce département qui lui est le plus favorable, le FN ne transforme pas sa poussée des présidentielles (perte de la moitié des voix de Le Pen à Vannes, Lorient, Hennebont, Pontivy, et des deux tiers à Ploërmel).

En Loire-Atlantique, si les socialistes Jacques Floch (Rezé), Marie-Françoise Clergeau (Nantes-Sud) et Claude Évin (Saint-Nazaire) sont réélus, le retour de balancier est favorable à l'UMP puisque Jean-Pierre Le Ridant bat le sortant Ps Dominique Rimbert à Orvault et Christophe Priou (UMP) reprend Guérande à René Leroux (Ps). Les deux centristes (ex-Cds) Édouard Landrain, maire d'Ancenis, et Pierre Hériaud en pays de Retz sont solidement enracinés.

Après le choc du 21 avril 2002, les Bretons se sont inscrits dans les tendances électorales nationales en votant massivement pour Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen le 5 mai, mais plus nettement encore, résistant aux sirènes de l'extrême droite,

du FN et du MNR. Les élections législatives de juin 2002 ont été favorables à la nouvelle majorité de droite incarnée par Jean-Pierre Raffarin. La création de l'UMP a clarifié le paysage politique puisqu'en Bretagne, suivant Pierre Méhaignerie, les députés centristes du Cds ex-UDF ont tous adhéré à l'UMP, rejoignant les héritiers du gaullisme du RPR et effaçant, au moins provisoirement, les traditions démocrates-chrétiennes et radicales fortes dans la région. Les élus du Ps bien enracinés localement ont assez bien résisté, s'imposant au détriment de leurs alliés de la gauche plurielle, aussi bien les communistes en perte de vitesse que les écologistes du parti des Verts qui ne parviennent pas à percer. Le choc politique de 2002, que Lionel Jospin considère comme un accident de parcours, n'empêche pas le PS de reprendre sa progression électorale en Bretagne jusqu'à son apogée de 2012, suivie de sa chute en 2017 et de son élimination par le macronisme au niveau présidentiel et législatif tout en résistant mieux au plan local.

Christian BOUGEARD

Professeur émérite d'histoire contemporaine,
Université de Bretagne occidentale-Brest
Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC)